



L'INVITE

Impulser un réel virage

Après le OUI de 1990 au moratoire nucléaire, présenté par le Conseil fédéral comme un pas



Pierre Vanek

Ancien Conseiller national, secrétaire de solidarité

vers la sortie... d'aucuns donnaient la bataille pour gagnée, d'autant que se profilait une «libéralisation» électrique qui allait pour certains achever un nucléaire «pas rentable». Les antinucléaires persistants étaient vus

comme menant un combat dépassé.

Situation analogue après Fukushima, malgré les déclarations de la Confédération. Des batailles restent à livrer pour fermer, et vite, tous les réacteurs suisses, et impulser un réel virage vers les économies d'énergie et les renouvelables. Et on entend encore des voix demander que nous «tournions la page» antinucléaire. Ceci explique - pour part - que la défense de l'art. constitutionnel antinucléaire genevois ait été dépeinte comme étant malvenue.

Affaiblissement fâcheux d'un bastion antinucléaire important, une Genève en avant-poste face à un Hexagone ultranucléaire et qui a un engagement fort dans la solidarité transfrontières ! Fermer les réacteurs du Bugey (Ain, F) et de Mühleberg (BE) sont ainsi pour les «contratormistes» genevois des buts de même rang. Ainsi, ce 13 octobre à Lyon, on a vu les panneaux jaunes d'Anne-Cécile de ContrAtom pour manifester la solidarité helvétique ! Un engagement indispensable, tourné vers l'avenir...

Stratégie 2050 : Non à une sortie au ralenti !



«Les couleurs de demain. Centrale fonctionnant au gérianium enrichi». Plonk & Replonk

Fin septembre le Conseil fédéral a enfin mis en consultation un premier paquet de mesures pour transformer l'approvisionnement énergétique suisse : Il vise à «diminuer la consommation individuelle d'énergie et d'électricité, réduire la part des énergies fossiles et remplacer la production d'électricité nucléaire par des gains d'efficacité et le développement des énergies renouvelables». Nous nous réjouissons que le Conseil fédéral maintienne le cap. Mais son projet comporte plusieurs lacunes majeures :

Pas de date pour la sortie du nucléaire

Il faut arrêter immédiatement les centrales à risque de Mühleberg, Beznau I et II. Conçues pour fonctionner 30 ans, 40 ans plus tard elles sont toujours en service et ceci officiellement «à durée illimitée». Seules des périodes d'exploitation limitées réduiraient les risques, limiteraient la quantité de déchets radioactifs et créeraient des conditions claires pour investir dans les renouvelables.

Energies renouvelables mise en attente

Le plafonnement de la rétribution à prix coûtant du courant vert (RPC) bloque l'essor du solaire. Près de 20'000 projets d'énergies propres déposés sont sur liste d'attente faute de soutien. La Suisse court ainsi le risque de devoir s'équiper de centrales à gaz ou d'importer du courant d'origine fossile.

La réforme fiscale écologique est prévue mais repoussée à plus tard, alors qu'avec la mise en œuvre de mesures tarifaires adéquates et la promotion des bâtiments à énergie positive, on pourrait exploiter dès aujourd'hui le formidable potentiel de l'efficacité énergétique. L'organe le plus sensible chez l'homme est le porte monnaie, il ne faut pas tarder à instaurer des incitations adéquates !

Répondons à la consultation fédérale !

Vous trouverez sur notre site www.sortirdunucleaire.ch notre réponse au Conseil fédéral. Venez en discuter à notre assemblée générale du 11 décembre (cf p. 4) ! CvS

Le rôle des Services industriels urbains pour sortir du nucléaire

Après nous être penchés dans nos éditions précédentes sur ce que la Confédération, les groupes énergétiques, les cantons et les personnes devaient faire pour que la Suisse sorte vraiment du nucléaire, nous nous concentrons ici sur le rôle des fournisseurs directs d'énergie.

Les services industriels (SI) n'ont pas, comme les FMB-BKW, Axpo et Alpiq, de lourds investissements effectués dans le nucléaire qui les pousse à «faire durer» l'expérience atomique en Suisse et à vouloir de grosses centrales à gaz. Contrairement à ces groupes qui freinent la sortie du nucléaire tout en tenant un double discours, les SI sont des acteurs libres prêts à envisager avec sérieux le virage énergétique vers le 100% renouvelable. Financièrement, les services industriels (SIG, SIL, Viteos, groupe e, ...) ont intérêt à augmenter la part du courant produit par leurs propres installations et à diminuer la part des importations provenant des autres cantons ou de l'étranger.

Gérer la demande

Toute réduction de la consommation permet de substituer des importations et augmente ainsi la part de l'énergie autoproduite par les SI. Le contact direct avec les consommateurs permet justement aux SI de mettre en place des programmes aidant à gérer la consommation. Les SI de Bâle, Fribourg, Berne, Zürich mais surtout de Genève (pionnière) ont commencé à investir dans des programmes de gestion de la demande, allant chez les usagers les incitant par exemple à remplacer de l'électroménager d'un autre âge, à modifier leur consommation sans perte de confort ou à repenser l'éclairage des communs d'immeubles, plus récemment les SIG ont lancé un plan de rem-



Réunion de membres de Swisspower, au premier plan A. Hurter, directeur des SIG. Fin juin à Gersau, SZ

placement des pompes de circulation. Les SIG doublent l'économie sur la facture réalisée par les consommateurs (opération Doubléco pour ménages et indépendants). Des SI s'engagent aussi à racheter le courant solaire produit par les usagers pour compenser la faiblesse du programme fédéral RPC. Enfin plusieurs SI proposent du courant vert sur-tarifé qui alimentera un fonds de développement des renouvelables. On préférera bien sûr la solution équitable de surtaxer tous les usagers pour alimenter un tel fonds, ceci pour éviter que ce soit les seuls écolos convaincus qui souscrivent au courant vert.

« Ces SI donnent un sacré coup de vieux aux grands groupes énergétiques qui s'accrochent à leur vaches à lait radioactives »

Aller plus loin

L'élan des SI pionniers est remarquable, mais ils doivent aller plus loin. Il est notoirement moins cher d'investir dans des négawatt que dans des kilowatt. En d'autres termes, avec une même somme d'argent, les SI parviennent à éviter davantage de consommation d'électricité qu'ils n'arrivent à produire de courant supplémentaire. Pourtant les plans d'investissement des SI continuent à

largement privilégier les investissements dans la production d'électricité par rapport aux programmes d'évitement de la consommation. Les SI ne sont pas obligés d'attendre 2020, période à laquelle Berne prévoit d'appliquer sa réforme fiscale écologique en faveur des économies d'énergie. Ils doivent chasser les multiples sources de gaspillages présents à toutes les étapes de production, d'acheminement et de consommation de courant.

Copiez-vous !

Des SI ont eu un rôle exemplaire pour accomplir le virage énergétique, grâce à des politiciens qui ont donné les bonnes impulsions et grâce à des dirigeants qui ont su exploiter leur marge de manœuvre. Mais si ces SI exemplaires ne sont pas copiés par les autres et si la tendance n'est pas accentuée, l'inertie du reste des acteurs cités en début d'article aura le dessus. Dix-neuf SI se sont rassemblés dans le consortium *Swisspower* pour mieux investir dans les renouvelables et renforcer leur action pour sortir du nucléaire. Ils donnent un sacré coup de vieux à ceux, grands groupes énergétiques en tête, qui s'accrochent à leur vaches à lait radioactives et qui disent que la Suisse n'est «pas capable» de sortir des énergies nucléaire et fossiles. *PdR*

Infos: www.inrate.com/results
www.swisspower.ch/masterplan

PIONNIERES Erica Deuber Ziegler

Historienne de l'art et politicienne née en 1942, Erica Deuber Ziegler habite Russin dans la campagne genevoise.

Quelle est l'origine de votre engagement ?

J'ai été profondément marquée en 1964 par un discours de Robert Oppenheimer «Comment vivre demain», un des pères de la bombe A. J'ai commencé à archiver les articles que je trouvais sur le nucléaire militaire. Et puis la Confédération a sélectionné Verbois pour y installer une centrale nucléaire, sur le territoire de ma commune. Les premiers à se mobiliser étaient des scientifiques plutôt libertaires, un objecteur de conscience étasunien, des citoyens installés à la campagne, puis quelques propriétaires de terrains viticoles. On a créé le *Groupe des riverains contre Verbois nucléaire* et organisé une première séance d'information publique.

Qu'avez-vous fait dans ce groupe ?

J'ai été déléguée pour tenter de faire entendre raison aux dirigeants politiques en pleine euphorie atomiste. En 1975 je suis allée longuement discuter avec le conseiller fédéral PDC Roger Bonvin, chef du Département fédéral de l'énergie qui m'a donné rendez-vous dans un café à Sion. Il a été très arrogant et bêtement sûr de lui, martelant «on trouvera une solution» pour les déchets. Même son de cloche à l'époque au Parti socialiste et au Parti du travail dont le président Jean Vincent m'a littéralement éjectée de son bureau. Après ces échecs, nous avons choisi de nous fédérer avec les anti-nucléaires d'autres cantons en lançant la première initiative antinucléaire fédérale. L'initiative a été rejetée mais elle a suscité la Coordination antinucléaire, réunissant des groupes comme le nôtre. La lutte contre Malville a ensuite donné une grande visibilité au mouvement. Un nouveau groupe, *ContrAtom*, a lancé l'initiative genevoise «L'énergie notre affaire», sortie victorieuse du vote en 1986. Pour les dirigeants de partis il devenait alors indispensable de se mettre à jour avec la nouvelle génération de jeunes qui regardaient le progrès d'un oeil critique.



Erica Deuber Ziegler, Russin, octobre 2012, en arrière plan le site de Verbois où une campagne victorieuse a empêché la construction d'une centrale nucléaire.

Plusieurs militants antinucléaires dont moi nous sommes retrouvés au Grand conseil.

Que retenez-vous de cet engagement ?

Très tôt j'ai pensé que les politiciens n'étaient pas fiables, mais qu'il fallait pourtant aller les voir. Pendant mes 18 ans au Grand conseil j'ai aussi rencontré des gens remarquables. J'ai appris que le combat peut être joyeux et que notre ténacité finit par payer.

Propos recueillis par Ph de Rougemont

Nouvelle constitution genevoise

Le 14 octobre dernier, l'électorat du canton de Genève s'est doté d'une nouvelle constitution, par une majorité de 54,1 %, avec une participation ridiculement basse de 31,9 %.

En ce qui nous concerne ici, l'ancien article 160E, qui représentait le fondement de la politique énergétique du canton, a été dépecé et remplacé par quelques dispositions disjointes, contradictoires et insuffisantes. Disjointes parce qu'on ne voit pas pourquoi l'interdiction des installations nucléaires figure dans un article séparé. Contradictoires parce que le nouvel art. 167 prescrit à la fois l'approvisionnement et les économies d'énergie. Insuffisantes parce qu'ont disparu notamment l'interdiction de la climatisation et du chauffage électrique. *EP*

www.constitution2012.ch



Où est votre pastille d'iode ?

En cas d'accident dans une centrale nucléaire, l'iode radioactif libéré dans l'atmosphère se fixe dans la glande thyroïde et peut être à l'origine de cancers. Le risque est accru chez les enfants. Or au-delà d'un rayon insignifiant de 20km autour des centrales, les ménages ne reçoivent pas de pastille d'iode et ne seront donc pas prêts à se prémunir contre ces rayonnements là. Motif: au-delà, le risque d'exposition serait minime. Sachant qu'à Fukushima la dispersion des radionucléides a allègrement dépassé les 20km, les pastilles devraient être distribuées à l'ensemble de la population. La motion déposée dans ce sens par la députée Erica Hennequin a été adoptée par le Parlement jurassien. *AZ*

www.ajunn.ch

Retour des déchets radioactifs en Suisse

Fin octobre trois wagons contenant des déchets radioactifs ont rejoint le dépôt intermédiaire de Würenlingen (AG) en provenance de la Hague (F). Contrairement à ce qu'affirme la presse, ces déchets n'ont pas été recyclés mais vitrifiés, ce qui permet à la France et à la Suisse de faire croire que le problème est réglé. Après avoir déversé 6700 fûts de déchets radioactifs dans l'Atlantique Nord entre 1971 et 1982, la Suisse a envoyé ses déchets pour «recyclage», puis a reconnu que cela ne réglait pas la question et a instauré un moratoire sur le retraitement en 2006. 70% des déchets suisses ont déjà été rapatriés. Aujourd'hui il n'y a pas de solution connue pour le stockage de ces déchets sur des périodes de centaines de milliers d'années. *KF*

www.informationnucleaire.ch/doc_in_03.html

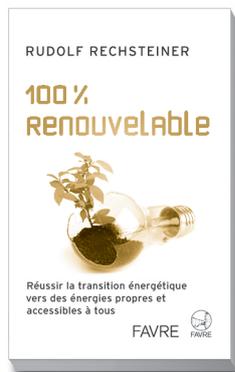
Deux Maires débattent de Mühleberg

Le 10 septembre, l'association *Mühleberg illimité non* a invité Alexander Tschäppät et Rémy Pagani, Maires de Berne et Genève à débattre en public sur la centrale de Mühleberg. Après un échange de vues antinucléaires - de bon ton depuis Fukushima - la position des Maires s'est différenciée. M. Tschäppät justifiait son peu d'empressement à faire fermer Mühleberg par les engagements financiers engagés dans la centrale. M. Pagani lui a rétorqué «savez vous quel serait l'impact d'une catastrophe dans cette vieille centrale ?» Un Maire dressait la liste des raisons de la résignation et l'autre énumérait ses actions : soutien financier conséquent de la Ville de Genève à l'action en justice contre FMB, plan d'économies d'énergie, décision de ne pas investir même indirectement dans l'énergie nucléaire. PdR



MM Tschäppät et Pagani, 10 septembre, Berne

100% renouvelable, un livre fait le point



Le terme «100% renouvelable» a fait son chemin depuis Fukushima. Désormais la sortie du nucléaire et des énergies fossiles (pétrole, mazout, gaz) est considérée conjointement grâce à ce concept. L'ancien Conseiller national Bâlois et spécialiste de l'énergie Rudolf Rechsteiner publie un livre entièrement consacré au sujet. Il ne s'attarde pas sur les constats et répertorie les chances de la Suisse pour avancer dès à présent sur un approvisionnement libéré des énergies du passé. Richement illustré de graphiques parlants, ce livre facilitera votre argumentation lors de prochaines votations fédérales attendues pour 2015-2016. Commandez votre exemplaire au tarif préférentiel de 22.- fr. livraison comprise: anouk.zosso@sortirdunucleaire.ch ou 076 517 00 20

Changement d'adresse ?

Indiquez nous vos changements d'adresse:
info@sortirdunucleaire.ch
CP 1378 - CH 1001 Lausanne

Invitation: AG extraordinaire le 11 décembre

Le Conseil fédéral (CF) a publié sa *Stratégie énergétique 2050* (voir article p. 1). Les organisations et les habitants sont invités à envoyer leurs commentaires à l'administration fédérale d'ici au 31 janvier 2013. Nous vous invitons à une assemblée le 11 décembre (voir agenda) pour en discuter. Sachez que le document rend probable le recours à «des centrales à gaz jusqu'à ce que les besoins énergétiques puissent être couverts par les énergies renouvelables»... Trouvez ici la Stratégie mise en consultation (cliquer sur «Français»). www.energiestrategie2050.ch

Lors de cette assemblée nous voterons aussi des modifications à nos statuts.

Ordre du jour :

1. Vote sur les modifications de statuts (domicile de l'association).
2. Présentation de la Stratégie énergétique 2050 du CF.
2.2. Discussion et vote sur la réponse de l'association au CF.

Les modifications de statuts et notre projet de réponse au CF sont ici : www.sortirdunucleaire.ch



Le Milan, Bd de Grancy 54



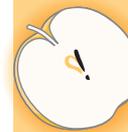
A G E N D A

Cours Sebasol Self-bâtir-solaire

Cours sur l'autoconstruction de panneaux solaires thermiques
Lausanne, samedi 1er décembre, etc
www.sebasol.ch/cours.asp

Séminaire «Pilotage de l'éclairage public»

Morges, mardi 4 décembre
A l'attention des élus communaux
www.topstreetlight.ch/francais/evenements.html



Ventes annuelle de pommes

Lausanne: 14 et 21 déc,
Morges: 19 et 21 déc
mais aussi à
Monthey, Genève, Vevey, Oron
Rens. pdr@sortirdunucleaire.ch

Assemblée générale extraordinaire

Lausanne, mardi 11 décembre à 18h30
au restaurant Le Milan 54 Bd de Grancy
Inscriptions: info@sortirdunucleaire.ch
Lire ci-contre

Association Sortir du nucléaire

CP 1378 - CH 1001 Lausanne
www.sortirdunucleaire.ch
info@sortirdunucleaire.ch
076 517 00 20 (heures de bureau)
CCP 10-191179-8

Impressum

Editeur : Association Sortir du nucléaire
Imprimerie : Unipress SA
Mise en page : Jonas Scheu, Amrit Medias Sàrl
Fichier : Thierry Logoz
Expédition : CROEPI
Ont collaboré à ce numéro : Erica Deuber-Ziegler, Kurt Fischer, Eric Peytreman, Philippe de Rougemont, Christian van Singer, Pierre Vanek, Anouk Zosso
Tirage : 5'000 ex.
Imprimé sur papier FSC